

PLUS

/// SAMEDI

FORUM

JEAN CHAREST DIALOGUE AVEC NOS LECTEURS PAGES 6 ET 7
SUIVONS M. BOISCLAIR... L'ÉDITORIAL D'ANDRÉ PRATTE PAGE 8

SÉRIE /// DÉFI VERT



LES SACS VERTS EN CURE D'AMAIGRISSEMENT

Et si tous les Montréalais s'appelaient David Suzuki?

KATIA GAGNON

Le plus célèbre des militants environnementalistes canadiens, David Suzuki, ne remplit qu'un sac vert par mois. Un seul. Par mois. Pour lui et sa famille de trois enfants. Mais si on n'est pas David Suzuki, peut-on atteindre le même résultat?

La Ville de Montréal en serait ravie: elle est encore à des années-lumière des objectifs fixés pour 2008 en matière de récupération et de recyclage. Car les Montréalais sont d'ardents adeptes du sac vert. En 2004, chaque habitant a envoyé, en moyenne, 347 kg de débris dans les dépotoirs de la Ville. C'est 628 165 tonnes d'ordures ménagères, qui ont un impact

direct sur la qualité de l'air, de l'eau et des sols, notamment par la production de biogaz. En grande quantité, ces gaz sont cancérigènes. Portés par le vent, ils planent sur la ville.

S'il donne à profusion aux dépotoirs, le Montréalais est beaucoup moins généreux à l'égard de son bac de recyclage. Il ne lui réserve en moyenne que 60 kg de matières recyclables par année, pour un total de 109 290 tonnes. Cela ne représente que le sixième de l'ensemble des débris domestiques, alors que l'objectif est d'en recycler 60%. Et le compostage? C'est encore pire: les bacs à compost crient famine. Ils ne transforment que 4796 tonnes de résidus par année.

Si tous les Montréalais imitaient la famille de David Suzuki, les montagnes de débris qui encombrant les terrains d'enfouissement fondraient comme neige au soleil. Avec un sac vert par mois, les Suzuki n'envoient qu'environ 100 kg par an au dépotoir, soit 20 kg par membre de la famille. Un Montréalais moyen se départ donc de 17 fois plus de débris que l'environnementaliste.

Mais peut-on vraiment marcher dans les pas du grand défenseur du protocole de Kyoto, des énergies vertes et du développement durable quand on n'est pas un militant écologiste à temps plein?

Nous avons mis une famille montrealaise au défi. Chaque semaine, pendant un mois, nous avons rendu

visite aux quatre membres de la famille Guay-Tourigny, de la rue Fabre, sur le Plateau Mont-Royal, pour observer leurs progrès, mais aussi pour constater les difficultés qu'ils rencontraient.

Administrateur du groupe Action Re-buts et détenteur d'un doctorat en gestion des déchets, Michel Séguin a accepté de les guider et de servir de juge. Pour réussir, les Guay-Tourigny devaient graduellement mettre leurs sacs verts au régime pour en arriver, au bout de quatre semaines, à n'avoir besoin que d'un quart de sac pour toute la famille par période de sept jours. Autrement dit, un sac par mois. Comme les Suzuki. Mission impossible? C'est ce qu'on va voir en pages 2 à 5.



Première semaine

Autopsie d'une poubelle



LAURA-JULIE PERREAULT

Accepteriez-vous que des invités, à peine arrivés chez vous, se dirigent vers vos sacs-poubelles et les éventrent? Danielle Guay et Marc Tourigny l'ont fait, pour la bonne cause.

Docteur ès détritrus, Michel Séguin, administrateur à Action Re-buts, s'est penché sur leurs sacs verts pour évaluer si le contenu était aussi vert que le contenant.

Pendant qu'il préparait son diagnostic, le fils de Marc, Kamil, 14 ans, et la fille de Danielle, Mathilde, 13 ans, regardaient la scène avec un certain dégoût.

Deux sacs verts et un sac de plastique blanc, emplis durant la dernière semaine, gisent dans

« En général, on dit qu'un tiers des déchets peut être composté, et un autre tiers recyclé; un tiers doit vraiment aller aux ordures. »

la cour fleurie du Plateau-Mont-Royal. Dans quelques heures, ils iront rejoindre les 12 000 tonnes de détritrus que les Montréalais produisent toutes les semaines et qui atterrissent dans l'un des quatre dépotoirs de la ville.



Mais en attendant, c'est l'heure de l'évaluation. Après avoir jeté un coup d'œil, Michel Séguin lance son diagnostic: plus du tiers du contenu des sacs aurait pu aller au compostage. Les épluchures de carottes, de pommes de terre, la peau des pommes et les bananes amochées auraient alimenté un composteur de cour. La litière du chat aurait pu être déposée dans un composteur central, comme on en trouve dans les éco-centres.

« En général, on dit qu'un tiers des déchets peut être composté, et un autre tiers recyclé; un tiers doit vraiment aller aux ordures », souligne Michel Séguin, en reprenant son examen du monticule de déchets.

S'il constate que les membres de la famille de la rue Fabre ne compostent pas, M. Séguin note d'emblée qu'ils ne sont pas néophytes en matière de recyclage. Il ne trouve pas de verre dans les sacs, ni de plastique.

Le spécialiste ne donne cependant pas une note parfaite aux Guay-Tourigny. Il découvre parmi les détritrus plusieurs morceaux de papier. « J'hésitais à mettre mes factures et mes choses personnelles dans le recyclage », dit Danielle. « Il suffit de les déchirer », lui répond M. Séguin.

Après avoir remué les rebuts à nouveau, l'expert en tire deux piles AA. « Qui a mis ça dans les poubelles? », demande Danielle Guay, un sourire en coin. C'est le grand Kamil, vêtu d'un T-shirt à l'effigie de l'équipe française de soccer qui lance un regard coupable vers les deux petites piles qu'il utilisait dans un Game Boy.

Michel Séguin le réconforte. Les piles, qui contiennent de l'acide, sont un déchet dangereux, mais on manque d'infrastructures pour les recycler, de points de collecte. La plupart des Montréalais imitent donc Kamil. Les Guay-Tourigny ont cependant déjà pensé à une solution à ce problème. En général, ils utilisent des piles rechargeables.

L'examen se poursuit. Cette fois, Michel Séguin met la main sur une ampoule. « Ça ne devrait pas aller dans les poubelles, mais ce n'est pas récupérable non plus », remarque-t-il.

Alors que l'inspection du sac tire à sa fin, Marc Tourigny se souvient tout à coup de la poubelle de Mathilde qui n'a pas encore été vidée. L'adolescente se rend dans sa chambre en traînant les pieds et en revient avec une corbeille bien remplie. « Presque tout ce qui est là-



Spécialiste des déchets, Michel Séguin a éventré les sacs-poubelles des Guay-Tourigny pour voir si leur contenu était aussi vert que leur contenant.

dedans peut être recyclé », s'exclame Michel Séguin. Mathilde lève les épaules, un peu gênée. « Tu sais, Mathilde, on peut dire beaucoup de choses d'une personne en regardant dans sa poubelle, lui lance à la blague M. Séguin. Je peux dire que tu es

allée acheter des vêtements cette semaine », ajoute-t-il en sortant de la poubelle des étiquettes de magasins. Une pile de papiers divers qui étaient dans la poubelle de l'adolescente atterrissent finalement dans le bac de recyclage.

L'intervention de Michel Séguin aura cependant été payante pour Mathilde. Elle récupère un billet de métro qui y était tombé par mégarde. Mais est-ce assez pour la convaincre de faire mieux la deuxième semaine?

Une famille, quatre raisons de relever le défi



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

La famille qui a bien voulu mettre graduellement ses sacs verts au régime: Kamil Bendris-Tourigny, Danielle Guay, Marc Tourigny et Mathilde Guay-Mercier.

LA FAMILLE

1. Elle

› Danielle Guay, chercheuse à la direction de la santé publique.

« Je ramasse plus de choses dans la maison, donc je récupère plus que tout le monde. Par contre, il y a beaucoup de choses avec lesquelles je ne sais pas quoi faire. »

2. Lui

› Marc Tourigny, professeur en psychoéducation au campus de Longueuil de l'Université de Sherbrooke.

« Je recycle, mais je ne sais pas si je le fais bien ou mal. Le compostage m'intéresse, mais je ne l'ai jamais essayé. » Marc a accepté de participer à l'expérience, notamment pour sensibiliser les deux ados de la maison.

3. La fille

› Mathilde Guay-Mercier, 13 ans, deuxième secondaire, école Jean-François-Perreault.

« Je ne recycle pas souvent. Je n'ai pas la volonté de le faire. Mais je sais que c'est important. Je sais qu'on peut récupérer le papier, le carton, les bouteilles, les cannettes, mais je ne prends pas le temps de le faire. »

4. Le garçon

› Kamil Bendris-Tourigny, 15 ans, cinquième secondaire, collège Marie-de-France.

« Je ne recycle jamais rien, mais d'un autre côté je ne consomme pas beaucoup. Je ne pense jamais à recycler. Ce n'est pas un geste automatique pour moi. »

L'EXPERT

› Michel Séguin

M. Séguin détient un doctorat en gestion des déchets. Il est administrateur du groupe Action Re-buts, qui organise depuis quatre ans une semaine de réduction des déchets. Il a fondé et dirigé pendant cinq ans le réseau des Ressourceries du Québec. Il est actuellement à l'emploi de la fondation Bronfman et dirige le projet C-Vert, qui implique 15 jeunes du quartier Saint-Michel.



VIDÉO
Venez faire connaissance avec la famille et l'expert. Partagez leur expérience dans leur jardin. Le tout sur www.cyberpresse.ca

1. AUTOPSIE D'UNE POUBELLE

DEMAIN > 2. UN DÉFI RELEVÉ
LUNDI > 3. UNE POLITIQUE INEFFICACE



L'ABC du recyclage

KATIA GAGNON

Quoi mettre dans votre bac à Montréal?

Tous les types de papiers

Même les papiers glacés. Les cartons de lait et emballages de type Tetra Pak (du style boîtes de jus Oasis ou boîtes de bouillon Knorr) se recyclent, même ceux qui sont munis d'un embout de plastique. Il faut cependant les placer du côté verre-plastique-métal du bac.

Tous les métaux

Boîtes de conserve, canettes, assiettes d'aluminium propres. Il n'est pas nécessaire d'enlever l'étiquette des boîtes de conserve.

La plupart des plastiques

La grande majorité des plastiques sont recyclables, y compris les sacs d'épicerie, que l'on doit placer les uns dans les autres. Certains plastiques mous, comme les sacs de pâtes, par exemple, ne se recyclent pas. Pour savoir si le plastique est recyclable: au milieu des trois flèches du sigle du recyclage, on retrouve le numéro du plastique de notre contenant. À Montréal, seul le plastique numéro 6 n'est pas recyclable. Un truc: généralement, les plastiques non recyclables font du bruit lorsqu'on les manipule.

Tous les contenants de verre

Tous les verres, transparents ou colorés, sont recyclables. Pas besoin d'enlever les étiquettes. Évitez toutefois de mettre du verre cassé dans votre bac.

Les matières mixtes

Que faire avec cette boîte de jus congelé en carton avec fond de métal? Ou ce sac de pommes de terre, en papier, muni d'un grillage en plastique? La plu-

part de ces « matières mixtes » se recyclent: les différentes composantes seront séparées au centre de tri.

À ne pas mettre dans le bac

Les matières non recyclables

Le styromousse (verres, assiettes, barquettes dans lesquelles sont enveloppées les viandes dans les supermarchés), et même ces boîtes de champignons bleues qui ressemblent à du plastique. Les cartons souillés par du gras (pizza, poulet) ne se recyclent pas.

Les matières dangereuses

Ne jetez jamais à la poubelle peintures, solvants, décapants, médicaments, pesticides. Non seulement sont-ils toxiques, mais 90 % de ces produits sont recyclables ou réutilisables. Allez les porter à l'éco-centre de votre quartier.

Comment le mettre dans votre bac

Bien des citoyens ont l'impression qu'ils peuvent placer pêle-mêle leur matières recyclables dans leur bac. C'est faux, à Montréal du moins. Si les matières recueillies dans un camion de recyclage sont trop mélangées, elles peuvent se retrouver au dépotoir. Il importe donc de bien classer le recyclage. D'un côté, le papier. De l'autre, le verre, le plastique et le métal. Il faut aussi rincer les contenants de verre, de plastique et de métal. Inutile, cependant, de leur faire subir un lavage intensif.

Rédigé avec l'aide de Valérie Koporek, coordonnatrice de l'éco-quartier Jeanne-Mance



Les ampoules et les piles électriques sont indésirables dans les bacs de recyclage. Ce sont même les enfants terribles des poubelles. La pile peut être déposée dans un éco-centre, mais l'ampoule n'est pas récupérable.

Des déchets ultimes

SARA CHAMPAGNE

Les ampoules et les piles sont les enfants terribles des poubelles. Elles sont considérées comme des résidus domestiques dangereux. Et constituent un véritable casse-tête pour l'industrie du recyclage et de la récupération.

Prenons le cas de l'ampoule électrique classique. Elle est considérée par la Société québécoise de récupération et de recyclage (Recyc-Québec), comme un « déchet ultime ». Dans ce cas, il n'y a qu'une solution possible: le sac vert.

Pour la pile dite jetable, la Ville doit déb 2,90 \$ le kilo afin de l'acheminer à des compagnies qui neutralisent les métaux, tels le plomb, le nickel, ou le zinc.

Mais le fluorescent incandescent a plus de chance. Le néon est récupéré par les éco-centres et plusieurs commerces de Montréal. Il est acheminé à l'un des deux seuls recycleurs de lampes fluorescentes au Québec: Contech et Recyclage des lampes fluorescentes (RLF). Ces entreprises récupèrent le verre, le métal, et captent les vapeurs de mercure qui sont ensuite expédiées aux États-Unis.

La trajectoire d'une pile

Il faut diviser les piles en deux catégories: les rechargea-

bles et les jetables. On peut dans les deux cas les déposer dans les éco-centres de Montréal. Pour la pile dite jetable, la Ville doit payer 2,90 \$ le kilo afin de l'acheminer à des compagnies qui neutralisent les métaux, tels le plomb, le nickel, ou le zinc. La carcasse, ou ce qui en reste, est enfouie.

La pile rechargeable, tout comme les vieux cellulaires, a une durée de vie utile plus longue. Elles sont emballées dans des sachets individuels et déposées dans des boîtes conçues par la Société de recyclage des piles rechargeables (RBRC). Le site www.rbrc.org/cella-recycler renferme la liste des magasins qui acceptent les piles, tels La Source, certains Canadian Tire et Centres du Rasoir.

La RBRC, organisme à but non lucratif, achemine les boîtes de piles rechargeables à une station de tri à Fort Erie, en Ontario. Elles finissent leur voyage en Pennsylvanie (seul endroit en Amérique du Nord à transformer les piles), pour une remise à neuf ou pour la récupération des composantes et métaux.

1002,3 KG

En 2005, la Ville de Montréal – par le truchement des éco-centres – a récupéré 1002,3 kg de piles rechargeables et de vieux cellulaires, comparativement à 769 kg l'année précédente.



Le bac vert à Montréal vit ses dernières heures. L'administration municipale envisage de recourir au sac de plastique ou au gros bac sur roulettes. Le bac avait la réputation de ne pas toujours être suffisamment solide.

Le bac vert en préretraite

SARA CHAMPAGNE

Le petit bac vert est sur le déclin à Montréal. La Ville a entrepris des audiences publiques au début du mois sur la collecte sélective en général. Et la direction de la gestion des matières résiduelles a profité de l'occasion pour présenter de nouvelles options en matière de conteneur de recyclage aux Montréalais.

La Ville étudie deux possibilités: le sac de plastique et l'utilisation d'un gros bac roulant de 64 litres, muni de deux roulettes, avec une barre pour le pousser. Cette sorte de bac est déjà à l'essai dans l'arrondissement de Saint-Laurent. Plusieurs citoyens

apprécient l'idée, tandis que d'autres déplorent la grosseur et la lourdeur de « l'engin ».

Outre le sac et le bac roulant, la Ville se penche sur la nécessité de conserver ou non les filets et couvercles qui empêchent les papiers de s'envoler des bacs verts. Les élus se demandent aussi si les matières recyclables doivent être ramassées pêle-mêle ou séparément. Le mode « pêle-mêle » a la cote à Toronto, Ottawa, Seattle, Los Angeles, Paris et Lyon. Montréal se décidera d'ici le printemps prochain.

Quoi qu'il en soit, le traditionnel bac vert est sur ses derniers milles. Ce qui risque de faire le bonheur de la famille Guay-Tourigny, qui

trouve que le bac n'est pas assez solide. Notons qu'il est possible d'obtenir un bac tout neuf en se présentant dans un éco-quartier avec une preuve de résidence. La Ville affirme qu'elle récupère les vieux bacs qui sont laissés à l'envers sur le bord du chemin. Le plastique est récupéré et utilisé dans la fabrication de bancs de parc et autres objets de plastique.

FORUM

Avez-vous l'intention de mettre votre sac vert au régime? Participez à notre forum de discussion sur www.cyberpresse.ca





Deuxième semaine

Les bacs mis à l'épreuve



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE ©

Pour faire gonfler leur bac de recyclage, les Guay-Tourigny ont trouvé un truc simple, mais qui fait toute la différence: une petite corbeille blanche, posée à côté de leur poubelle de cuisine, qui leur rappelle qu'ils peuvent recycler encore plus.

LAURA-JULIE PERREAULT

Il ne suffit que d'un coup d'œil dans la cour des Guay-Tourigny pour voir que la première visite de l'expert a porté ses fruits. Les deux bacs de recyclage de la famille sont pleins à craquer. Et il y a un sac vert de moins.

Mais qu'est-ce qui a changé entre la première et la deuxième rencontre? Une petite corbeille blanche a poussé dans la cuisine, juste à côté de la poubelle. «Toutes les fois qu'on veut jeter quelque chose, on y pense à deux fois», explique Marc Tourigny, en notant qu'il est presque impossible de garder un encombrant bac de recyclage dans la cuisine.

Chacune des poubelles de chambre est passée au peigne fin, même chose pour celle de la salle de bain. Les factures qui allaient à la poubelle sont maintenant déchirées et recyclées.

« J'ai appris que recycler et composter, ce n'est pas quelque chose qu'on peut imposer. C'est un choix. Un choix intelligent. »

Mais il n'y a pas que la quantité de recyclage qui a changé. L'organisation aussi. Danielle Guay a trié les différents matériaux. Le verre, le plastique, le papier, le métal sont bien divisés. «On rince les canettes pour ne pas attirer les insectes», ajoute Marc.

Mais le processus de tri a aussi soulevé beaucoup de questions dans la famille. «Qu'est-ce qu'on fait avec les emballages qui contiennent du plastique et du carton à la fois? Ou du métal et du carton?» demande Danielle en tirant du bac les boîtes de jus de fruits congelé.

Malgré son doctorat en gestion des déchets, Michel Séguin doit admettre qu'il ne connaît pas la réponse. «En matière de recyclage, il faut revoir la maxime. Dans le doute, ne t'abstiens pas», remarque-t-il. Il faut s'informer avant de trier. Certains arrondissements demandent à leurs citoyens de le faire. D'autres ramassent tout pêle-mêle. C'est le cas du Plateau-Mont-Royal. Danielle Guay souligne cependant que ça n'a pas pris beaucoup de temps. Elle a trié le contenu de

son bac au fur et à mesure toute la semaine.

Si le contenu du bac de recyclage est impeccable, le contenant lui-même laisse à désirer. Les deux bacs des Guay-Tourigny sont cassés. «Les bacs sont vraiment laids et vraiment pas très solides», dit Mathilde, 13 ans, jusque-là silencieuse.

Le bac de recyclage n'est pas le seul à avoir changé: Mathilde a elle aussi vécu une petite révolution verte entre la première et la deuxième visite. Les informations fournies par le spécialiste la première semaine l'ont fait réfléchir, et un camp d'été à Grandes-Bergeronnes a complètement transformé sa perception du recyclage. Elle y a appris que les déchets ont un impact sur la flore et la faune, notamment sur la population de baleines du Saint-Laurent. «J'ai appris que recycler et composter, ce n'est pas quelque chose qu'on peut imposer. C'est un choix. Un choix intelligent», dit-elle.

C'est donc avec enthousiasme qu'elle est revenue à la maison, prête à relever le défi. Les parents espèrent qu'elle transmettra sa fibre écolo à Kamil, le fils de Marc, qui n'est pas là pour la deuxième session, puisqu'il est chez sa mère pour la semaine.

Mais comment la famille pourra-t-elle réduire davantage la taille de ses sacs verts si elle récupère déjà tout? Danielle Guay note que le plus gros des deux sacs de la semaine est rempli d'herbe. Mais puisque la famille n'a pas encore de composteur, il faut la mettre à la poubelle. La prochaine étape s'annonce: il faut se munir d'un bac de compostage!

LE BILAN DE LA SEMAINE

1,5 sac vert

+

2

bacs verts bien triés

L'ABC de la maison verte

La cuisine

Dans l'armoire qui donne sous l'évier, placez un grand contenant de plastique fermé hermétiquement, d'une capacité d'au moins quatre litres. Vous y accumulerez les restes de fruits et légumes hachés en morceaux, le marc de café, le thé et autres matières compostables. Lorsque votre contenant est plein, vous le videz dans le composteur. Vous devez aussi prévoir à la cuisine un endroit où jeter quotidiennement les articles à recycler, que ce soit dans le bac même, caché dans une armoire ou un garde-manger, ou dans une de ces poubelles divisées, qui accueillent d'un côté les déchets et de l'autre les matières recyclables. Elles sont disponibles dans les grandes surfaces. Vous y placerez le plastique, le verre et le métal à recycler.

Le bureau ou le séjour

Prévoyez un joli panier d'un assez bon volume, que vous placerez dans un coin discret du salon ou encore dans un bureau. Vous y accumulerez journaux et papiers à recycler, que vous mettez chaque semaine dans des sacs bruns, des boîtes de carton ou un second bac à recyclage réservé au papier.

Le jardin

Pour faire du compost, vous devrez garder les feuilles mortes. Idéalement, vous pourriez vous munir d'un grand bac en bois ou en plastique, qui dispose d'un couvercle, dans lequel vous accumulerez les feuilles, que vous ajouterez au moment de composter.

— Katia Gagnon



PHOTO RYAN DONNELL, THE NEW YORK TIMES

Dans le jardin, on devra garder les feuilles mortes de l'automne pour faire du compost. Idéalement, on les entassera dans un bac en bois ou en plastique.

1. AUTOPSIE D'UNE POUBELLE

DEMAIN > 2. UN DÉFI RELEVÉ
LUNDI > 3. UNE POLITIQUE INEFFICACE

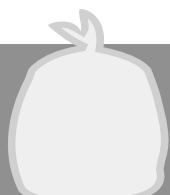


PHOTO IVANO H. DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE ©

Le sac réutilisable fait son bonhomme de chemin. Celui de Metro s'est écoulé à 1,5 million d'exemplaires, alors que Provigo a en vendu plus de 800 000. Et 187 000 personnes ont acquis un sac de coton de la Société des alcools du Québec. Il faut maintenant faire en sorte que leur utilisation soit quotidienne.

Le succès des sacs réutilisables

ÉMILIE CÔTÉ

Depuis une vingtaine d'années, Hélène Giguère traîne ses sacs en tissu quand elle fait des courses. Avant, les emballages la regardaient comme une grano capricieuse. Depuis quelques mois, leur attitude a changé. « Ils m'aident à mettre les articles dans mon sac », se réjouit-elle. En plus, son épicerie, l'Inter-Marché de l'avenue du Mont-Royal, lui remet cinq cents quand elle utilise des sacs réutilisables.

Beaucoup de gens veulent prendre la bonne habitude de M^{me} Giguère. Le sac réutilisable et recyclable de Metro s'est écoulé à 1,5 million d'exemplaires, alors que Provigo a en vendu plus de 800 000. Et 187 000 personnes ont acquis un sac de coton de la Société des alcools du Québec (SAQ). Ces détaillants ne s'attendaient pas à un tel engouement. Ils multiplient les commandes de sacs.

« On doit maintenant travailler

sur la réutilisation du sac », souligne la porte-parole de Provigo, Josée Bédard. Même son de cloche chez Metro. « Il y a des affiches *Avez-vous votre sac?* sur les portes des magasins et nous donnons des autocollants aux clients pour leur pare-brise d'auto », explique la directrice des communications, Marie-Claude Bacon.

Au cours des huit derniers mois, la plupart des chaînes d'épicerie ont lancé leur « collection » de sacs réutilisables et recyclables. Certains observateurs ont même parlé de marketing écologique.

« Le bilan est positif, estime Jean Laroche, coordonnateur de l'Éco-quartier Saint-Sulpice. Mais au-delà de la vente de sacs réutilisables, il faut voir les sacs revenir. Il faut un deuxième souffle. Les affiches et les sites Web ne suffisent pas. Il faut rencontrer les gens et former les employés dans les épicerie. Nous ne sommes qu'au début du processus. Nous avons beaucoup à faire encore. »

« Nous sommes dans la bonne direction, confirme Johanne Rivérin, de Recyc-Québec. Dans les magasins, on nous demande de plus en plus si on veut un sac. Le public doit penser à traîner son sac d'emplette. » Selon l'organisme, chaque Québécois utilise annuel-

lement 350 sacs de plastique. La société d'État estime qu'entre 1,4 et 2,7 milliards de ces sacs sont utilisés chaque année dans la province et qu'environ un milliard se retrouvent dans les terrains d'enfouissement, où ils mettent 400 ans à se décomposer.

« Quand on sait que chaque sac réutilisable peut remplacer de 200 à 400 sacs jetables, on imagine aisément l'impact que cette solution peut avoir sur l'environnement. »

Les clients de Metro utilisent 325 millions de sacs de plastique chaque année. Avec la mise en marché de sacs réutilisables, la

chaîne espère voir une diminution de 20 % (65 millions), sur une période de deux ans, et croit possible de l'atteindre, indique Marie-Claude Bacon.

La SAQ a le même objectif pour 2006-2007 : diminuer de 20 % l'utilisation de sacs de plastique

et de papier, ce qui représente une économie potentielle de 400 000\$. « La SAQ achetait environ 40 millions de sacs de plastique et 56 millions de sacs de papier chaque année, pour un investissement de deux millions de dollars », explique sa porte-parole Michèle Cloutier.

De son côté, la Fondation québécoise en environnement (FQE) espère introduire cinq millions

de sacs réutilisables au Québec. « Quand on sait que chaque sac réutilisable peut remplacer de 200 à 400 sacs jetables, on imagine aisément l'impact que cette solution peut avoir sur l'environnement », a affirmé récemment son président, M^c Louis-Paul Allard.

Mais quel sac choisir? Le sac de coton de la SAQ, vendu 2,25\$, et les sacs réutilisables de Metro et Provigo, vendus à environ 1\$, sont critiqués car ils sont fabriqués en Chine. Ceux d'Uniprix et d'IGA sont plus chers (3,99\$), mais ils sont faits au Québec.

Le mieux? « Le sac réutilisable, idéalement recyclable, idéalement robuste et durable, idéalement fait de matières recyclées et idéalement fabriqué près de chez nous », répond Johanne Rivérin.

SÉRIE // DÉFI VERT

DEMAIN > Un défi relevé
« La troisième semaine »



L'ABC de l'achat vert

N'achetez qu'au besoin

Achetez seulement ce dont vous avez vraiment besoin. Combien de fois avez-vous utilisé cet extracteur à jus qui trône sur le comptoir de votre cuisine? Avant d'acheter quoi que ce soit, donnez-vous 24 heures de réflexion et posez-vous la question qui tue : en ai-je vraiment besoin?

Achetez des articles qui durent

Misez sur la qualité pour que vos articles durent longtemps. Exemple : les ampoules éco-énergétiques sont plus chères, mais durent beaucoup plus longtemps que celles à filament. Quand un appareil est brisé, faites réparer plutôt que d'en acheter un nouveau. Achetez des piles rechargeables et un chargeur pour éviter de jeter vos piles à la poubelle.

Limitez les emballages

Refusez tous les sacs de plastique. Ayez toujours sur vous un sac réutilisable. On vend maintenant de grands sacs en toile qui se réduisent à un tout petit paquet très logeable. À l'épicerie, au marché, achetez des fruits et légumes non emballés.

Évitez le gaspillage de nourriture

Dans certains frigos, des kilos de nourriture se perdent chaque semaine : légumes pourris, plats préparés qui moisissent sur une tablette. Si c'est votre cas, faites des courses plus souvent et en plus petite quantité.

Privilégiez l'achat local.

- Katia Gagnon



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE ©

L'achat vert, c'est limiter les emballages en refusant les sacs de plastique et en privilégiant les sacs réutilisables. C'est aussi éviter le gaspillage de nourriture en achetant en petite quantité.

FORUM

Où est passée la fierté?



ALAIN DUBUC

COLLABORATION SPÉCIALE

Les élections au Nouveau-Brunswick et la victoire du libéral Shawn Graham n'ont pas eu beaucoup d'échos au Québec. Et pourtant, il y a une leçon pour nous dans cette campagne électorale. La force de la fierté.

Le thème central de la campagne du chef libéral, dans son programme intitulé le « Pacte pour le changement », c'était l'autosuffisance. Par là, il entendait que le Nouveau-Brunswick devait cesser d'être l'une des provinces pauvres qui reçoivent de la péréquation. « Je veux que le Nouveau-Brunswick puisse rejoindre les rangs des provinces riches et je veux que nous atteignions cet objectif au cours des 20 prochaines années. »

Je dois dire que j'ai un faible pour la façon dont on fait de la politique au Nouveau-Brunswick. Le plan de M. Graham s'inscrit dans la même culture politique que celle de son prédécesseur conservateur Bernard Lord. Des objectifs simples, un peu simplistes même, mais clairs et ambitieux. L'absence de gêne quand il s'agit de parler des retards de la province. Une volonté de s'en sortir pleine d'audace et d'énergie.

Quel contraste avec le Québec, plus riche, plus sophistiqué, beaucoup mieux équipé pour améliorer son sort, mais qui jamais n'exprime son malaise d'être une province pauvre qui doit compter sur l'aide fédérale. Les libéraux de Jean Charest ont mis toutes leurs énergies, dans le cadre des discussions autour du déséquilibre fiscal, pour réclamer une amélioration du régime de péréquation dont le Québec serait le grand gagnant.

Le gouvernement prépare même un blitz médiatique pour montrer que le Québec, même s'il est le plus gros bénéficiaire de la péréquation, en dollars, est moins gâté qu'on le croit lorsqu'on compare les transferts par habitant. On va justifier la péréquation que reçoit le Québec, au lieu de s'en inquiéter.

Comment se fait-il que nous ne soyons pas gênés? Qu'aucun parti politique n'ait pour objectif que le Québec devienne une province riche, qui n'ait pas besoin de péréquation, et qui soit donc moins dépendante des autres. Comme le fait le Nouveau-Brunswick et comme l'a fait il y a deux ans la Saskatchewan, toute fière de ne plus avoir besoin de la charité fédérale.

Cela montre que le Québec ne s'est pas débarrassé de sa culture de dépendance. Une culture de « BS » dans le cadre du fédéralisme où le Québec n'a aucune gêne, parce qu'il estime ne pas être responsable des retards qui lui donnent droit à la péréquation et croit donc que cette forme d'aide sociale collective lui est due.

Le Québec ne s'est pas débarrassé de sa culture de dépendance.

En principe, on pourrait avoir l'impression que le PQ se distingue à ce chapitre, lui qui veut sortir de la fédération et donc se priver de la péréquation. Mais les péquistes avaient la même mentalité de quêteurs quand ils étaient au pouvoir. Et dans le cadre du projet de souveraineté, la mendicité est remplacée par la pensée magique, l'espoir qu'en quittant un pays riche, le Québec disposera de ressources collectives plus abondantes. C'est la même culture de dépendance. Mais dans ce cas-ci, le « BS » espère s'en sortir en achetant un gratte-ciel.

Le sentiment de fierté des Québécois s'est émoussé après avoir joué un rôle majeur dans l'évolution du Québec. Et cela nous joue de très mauvais tours, par exemple la bataille du gouvernement Charest pour modifier la formule de péréquation. C'est, à mon avis, une erreur stratégique.

La péréquation est un mécanisme de redistribution au sein de la fédération, par lequel Ottawa prend aux provinces riches pour donner aux provinces pauvres. Le Québec, à cause de sa taille, en est le plus gros bénéficiaire et se bat actuellement pour en recevoir encore plus. Cela ne peut qu'exacerber l'irritation des provinces riches face à d'évidents paradoxes. Pourquoi les Ontariens et les Albertains subventionneraient le Québec pour l'aider à financer un réseau de garderies qu'ils n'ont pas les moyens de se payer?

La péréquation, par ailleurs, divise évidemment les provinces et oppose celles qui payent à celles qui reçoivent. C'est le principal facteur qui a empêché l'émergence d'un consensus entre les provinces et qui retarde, aux yeux du premier ministre Harper, le moment d'un règlement.

D'autres pistes de correction du déséquilibre fiscal seraient beaucoup plus porteuses, comme un nouveau partage des ressources fiscales, par exemple un transfert de points d'impôt, ou de points de TPS. Cela serait un peu moins payant pour le Québec, qui ne profiterait plus de l'effet de redistribution interprovinciale, mais cela permettrait d'aller beaucoup plus loin sur la voie des réformes.

Mais il faudrait d'abord nous débarrasser de notre mentalité de quêteurs. Et pour cela, il nous faudra une bonne dose de maturité collective.

COURRIEL

Pour joindre Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca

BAISSES D'IMPÔTS, RÉFÉRENDUM, SANTÉ, FÉDÉRATION CANADIENNE...

JEAN CHAREST

Nous vous avons demandé, il y a deux semaines, de nous faire parvenir les questions que vous aimeriez poser au premier ministre Jean Charest. Voici un échantillon des questions reçues, accompagnées des réponses de M. Charest.

Où sont les baisses d'impôts?

Q Vous nous avez promis de fabuleuses baisses d'impôts lors de votre dernière campagne électorale. Vous avez clamé haut et fort que les Québécois sont les plus taxés en Amérique du Nord. Qu'avez-vous fait pour régler cette injustice? Vous avez augmenté les garderies, vous avez augmenté les tarifs d'Hydro-Québec qui, en passant, réalise des profits records, vous n'êtes pas intervenu lorsque le prix de l'essence a explosé, la SAAQ s'apprête à doubler ses primes pour le permis de conduire et l'immatriculation, la SAQ vend son vin plus cher que partout ailleurs et tire profit de la force du dollar canadien sur l'euro, et pour combler le tout, vous annoncez que si le gouvernement Harper baisse encore la TPS à 5 %, vous allez augmenter la TVQ à 8,5 %, qui en passant est une taxe sur la taxe... Depuis votre élection, nous sommes encore plus taxés qu'auparavant.

Yanick Quirion

Plus d'argent en poche

R M. Quirion, Je me permets de corriger certaines de vos affirmations. D'abord, au net, les Québécois ont aujourd'hui plus d'argent dans leurs poches qu'avant notre élection.

Deuxièmement, même à 7 \$ par jour, les garderies québécoises demeurent de très loin les plus abordables du continent. Il en coûte en moyenne 37 \$ par jour pour envoyer un enfant à la garderie. De ce montant, les parents paient 7 \$ par jour par enfant. Et c'est le gouvernement qui paie la différence.

Troisièmement, la SAAQ n'est pas un service public, mais une société d'assurance publique. Elle doit avoir les revenus qui vont couvrir le coût des indemnités. Or, la caisse est actuellement déficitaire. Le meilleur moyen de contenir les primes dans l'avenir est d'améliorer le bilan routier, ce que chaque automobiliste peut contribuer à faire... bien mieux que le gouvernement.

Quant aux tarifs d'électricité, ils sont déterminés par la Régie de l'énergie. Elle a été créée justement pour dépolitiser la gestion des tarifs d'électricité. Nous la laissons faire son travail. De son côté, la SAQ gère un produit de luxe que personne n'est obligé d'acheter.

Enfin, nous l'avons dit et répété : la seconde baisse de la TPS annoncée par le gouvernement conservateur a été promise aux citoyens, et elle restera aux citoyens.

Ne lâchez pas!

Q Je profite de l'occasion qui m'est donnée pour vous faire part de quelques commentaires :

- > Je constate que cette année vous avez travaillé durant l'été.
- > Vous avez plus de visibilité.
- > Il faut continuer de vous faire voir.
- > Ne lâchez pas.
- > La plupart de vos adversaires s'opposent à tout, c'est pourquoi il n'y a pas de progrès.
- > J'en ai assez d'entendre parler de la séparation, cela fait plus de 20 ans que cela dure.

Carmen Poitras

D'autres enjeux que la souveraineté

R Mme Poitras, Merci de votre appui. Notre devoir est de prendre des décisions pour le mieux-être de tous les Québécois. Nous le faisons à travers des débats vigoureux qui sont le signe de la vitalité de notre démocratie. Je partage votre avis sur le fait que la population a d'autres enjeux en tête que la souveraineté. Les gens me parlent notamment de santé, d'éducation, d'environnement, de développement économique, d'aide à la famille... Moi aussi, ce sont mes priorités. Je suivrai votre conseil. Je continuerai à rencontrer des gens de partout au Québec.



PHOTO BOB SKINNER, ARCHIVES, LA PRESSE

« Les gens me parlent de santé, d'éducation, d'environnement, de développement économique... Moi aussi, ce sont mes priorités. » — Jean Charest

La santé va-t-elle mieux?

Q Comment se fait-il que vous disiez que la santé va mieux au Québec et que pour une mammographie du sein en diagnostic (j'ai une masse au sein droit), je suis sur une liste d'attente de quelques mois, tandis que pour le dépistage, seulement une semaine d'attente. Où est la logique?

France Vachon

Malgré ce que vous en percevez, les progrès sont réels. Par exemple, en mars 2003, 206 patients atteints de cancer (tout type de cancer) attendaient plus de huit semaines pour des traitements. Aujourd'hui, la presque totalité des personnes reçoivent des traitements à l'intérieur d'un délai de quatre semaines.

L'Institut Fraser établissait à l'automne 2005 que c'était au Québec que le délai d'attente entre le rendez-vous avec un spécialiste et le début du traitement était le plus court au Canada. Statistique Canada établissait de son côté que le délai moyen d'attente pour une chirurgie non urgente était passé de neuf semaines à quatre semaines en deux ans au Québec, et que le Québec avait ainsi rejoint la moyenne canadienne. Nous avons entrepris un travail colossal de remise sur pied de notre système de santé. Notre travail n'est pas terminé, mais le système va déjà mieux.

Un travail colossal

R Mme Vachon, Je suis particulièrement touché par votre situation. Je peux imaginer l'angoisse que vous vivez ainsi que celle vécue par toutes les personnes dans une situation similaire à la vôtre.

Le système de santé était plongé dans sa crise la plus grave depuis sa création.

Pourquoi s'interdire un État national?

Q Au cours de la prochaine campagne électorale, vous combattrez à nouveau le projet souverainiste du Parti québécois, et en conséquence, sa volonté de tenir un référendum. En quoi sommes-nous une nation, à ce point distincte, qu'elle doive s'interdire de se poser périodiquement la question de la pertinence ou non de se donner un État national?

Denis Forcier

Évitons cinq ans de perturbation

R M. Forcier, Le Parti libéral du Québec a toujours reconnu le droit du peuple québécois de déterminer librement son avenir politique. Toutefois, dans le contexte de la mondialisation, et alors qu'émergent des problématiques qui appellent à une collaboration sans précédent entre les peuples, pensions à l'environnement, à des questions de santé publique ou à la sécurité, je suis d'avis qu'il est encore plus avantageux aujourd'hui que

ce pouvait l'être en 1995 ou en 1980 de participer à un grand ensemble.

Le fédéralisme demeure à l'échelle mondiale un modèle de coopération entre les peuples. Regardez l'Europe, qui était hier celle des 15, et qui sera demain celle des 30. Rien ne justifie que nous soyons replongés dans une troisième chicane référendaire qui nous diviserait et nous affaiblirait. Il y a un coût économique et social important à tenir un référendum sur la souveraineté du Québec. Pauline Marois elle-même l'a reconnu en affirmant qu'après un vote pour la séparation, il y aurait cinq ans de perturbation. Les Québécois ont d'autres priorités.

FORUM

... L'ANGLAIS EN 1^{re} ANNÉE, LE BÂILLON, LA MAIN-D'OEUVRE

VOUS RÉPOND

Utile, l'anglais en 1^{re} année?

Q Pourquoi avoir opté pour un enseignement de l'anglais à partir de la première année, alors que l'efficacité de cette mesure est hautement contestée par de nombreux spécialistes ? A l'opposé, la majorité des études sur le sujet démontrent qu'une langue est plus facilement acquise lorsqu'elle est enseignée de façon intensive ou soutenue. Pourquoi ne pas avoir augmenté le nombre d'heures d'anglais à partir de la quatrième année ?

Vincent Doire

Des expériences concluantes

R M. Doire, Pour nous, l'apprentissage des langues est à la base de l'éducation. Au Québec, ça veut d'abord dire le français, qui est au coeur de notre identité. C'est pourquoi nous avons augmenté

de sept à neuf le nombre d'heures consacré chaque semaine à l'enseignement du français au primaire. Ensuite l'anglais, pour échanger avec nos voisins et pour que toutes les portes soient ouvertes à notre jeunesse. Nous avons

choisi d'introduire l'enseignement de l'anglais dès la première année. Les expériences pilotes menées dans plusieurs écoles ont été concluantes. En faisant cela, nous nous inscrivons dans un courant mondial. En Espagne, l'enseignement d'une langue seconde débute à trois ans, à cinq ans dans les Pays-Bas, à six ans en Norvège et en Autriche, et à sept ans en Suède, en Italie et en Estonie. Mais pas besoin de regarder si loin. Chez nous, les élèves anglophones du Québec apprennent le français dès la première année. Les enfants du Québec ne sont pas moins doués que les autres enfants du monde, loin de là !

Usage abusif du bâillon?

Q À la veille de la rentrée parlementaire, j'aimerais savoir si le Parti libéral du Québec compte inclure dans la réforme des institutions démocratiques des changements dans le fonctionnement de l'Assemblée nationale, tels que des restrictions quant à l'usage du bâillon ? L'usage abusif du bâillon suscite les mêmes réprobations qu'avant et continue d'alimenter le cynisme envers nos institutions politiques.

Geneviève Caillé

Bientôt de nouvelles règles

R M^{me} Caillé, Le 10 juin 2004, notre gouvernement déposait le projet de réforme parlementaire. Dans le cadre de cette réforme,

le gouvernement revoit le processus législatif de manière à restreindre le recours à la procédure d'exception (le bâillon). Sur ce point, il faut ajouter ceci : certains pro-

jets de loi ont été longuement débattus sans qu'un seul article ne soit adopté. C'est à cause de l'obstruction de l'opposition qui agit avec la seule intention de faire porter au gouvernement l'odieux d'imposer le bâillon.

Les démocraties parlementaires du monde utilisent d'ailleurs des procédures d'exception, sans doute parce que toutes les oppositions du monde jouent parfois le jeu de l'obstruction. Tout cela contribue effectivement au cynisme des citoyens, je vous le concède. Nous croyons que les nouvelles règles amélioreront les choses. Tous les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale participent aux travaux et le gouvernement a bon espoir de voir ses propositions étudiées et adoptées d'ici la fin de la présente législature.

Pourquoi choisir le Québec?

Q Je reviens au Canada après un séjour de six ans aux États-Unis et désire me lancer en affaires au Canada. Quelles sont les raisons pour choisir le Québec plutôt que l'Ontario pour démarrer une petite entreprise ?

Richard Hébert

Un endroit exceptionnel

R M. Hébert, La première raison est que vous trouverez au Québec l'une des meilleures mains-d'oeuvre en Amérique du Nord ; une main-d'oeuvre hautement scolarisée, reconnue pour sa compétence, son professionnalisme et son bilinguisme.

La deuxième, c'est que vous évoluerez dans un environnement d'affaires très concurrentiel. Selon une étude réalisée par KPMG en 2006, les coûts de main-d'oeuvre sont plus avantageux au Québec que dans les autres pays industrialisés ; le taux d'imposition des sociétés s'établit à 31,02 % : il s'agit du taux le plus bas en Amérique du Nord. Nous soutenons la recherche et le développement. Ainsi, le coût réel d'une dépense de 100 \$ en RD peut être aussi faible que 39 \$.

La revue économique *Business Week* publiait d'ailleurs le mois dernier une étude plaçant Montréal dans le peloton de tête des meilleures villes d'Amérique du Nord pour installer une entreprise technologique. En plus des avantages fiscaux, la revue signale que Montréal compte la deuxième concentration de diplômés universitaires en Amérique du Nord et une qualité de vie incomparable.



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Le premier ministre Jean Charest en compagnie d'Augustin Baziramwabo.

Comment améliorer le message?

Q Le gouvernement québécois sous votre leadership a fait progresser beaucoup de dossiers importants et difficiles. Il faut toutefois noter que votre gouvernement a commis des erreurs qui viennent de temps à autre éclipser le travail colossal que vous avez effectué comme équipe gouvernementale. Comment pensez-vous modifier le tir afin que la population soit mieux instruite sur les bons coups du gouvernement et éviter ainsi que vos adversaires ne vous dament le pion lors du prochain rendez-vous avec le peuple ?

Augustin Baziramwabo

Notre bilan est éloquent

R M. Baziramwabo, Le gouvernement que je dirige est fier de ses réalisations. Certes, tout n'est pas parfait, mais notre bilan est éloquent. Le Québec progresse. Nous allons nous assurer de bien communiquer le sens de nos réalisations à nos concitoyens. Le temps venu, ils pourront faire un choix éclairé : d'une part, un gouvernement qui travaille à améliorer la qualité de vie de tous les Québécois le plus vite possible et, d'autre part, un parti qui souhaite faire un référendum le plus vite possible.

Essentielle, l'indépendance?

Q Comment pensez-vous faire respecter le protocole de Kyoto, le déséquilibre fiscal, la loi sur les armes à feu, la protection de l'eau, le système de santé juste et équitable peu importe votre situation financière, d'éviter que les jeunes soient jugés comme des adultes, le mariage entre conjoints de même sexe, la protection de la culture québécoise et de la langue française, le rôle de médiateur et objectif dans les conflits armés ? Sans la souveraineté du Québec, comment comptez-vous faire respecter toutes ces idéologies et valeurs si chères aux Québécois mais qui sont de compétence fédérale ?

Éric Beaulieu

Non, exerçons notre leadership dans la fédération

R M. Beaulieu, Je communiquerai à vous répondre par une autre question. Croyez-vous que la politique de la chaise vide pratiquée au cours des années de régime péquiste a permis au Québec de faire des progrès dans les domaines que vous citez ? Non. Ma conviction, c'est que le leadership du Québec est

une force de changement au sein de la fédération canadienne.

D'autre part, le gouvernement fédéral n'agit pas seul dans la plupart des domaines que vous avez mentionnés. Par exemple, le Québec a sa propre stratégie de réduction des gaz à effet de serre ; il a réussi avec les autres provinces à amener le gouvernement

fédéral à reconnaître le déséquilibre fiscal et à s'engager à le corriger ; il a la pleine maîtrise de son système de santé ; il a adopté sa propre législation sur l'union civile ; il a adopté sa propre politique de l'eau ; il protège vigoureusement la langue française et la culture du Québec grâce à sa propre législation et à ses propres programmes ; il est maintenant présent à l'UNESCO, parle de sa propre voix à l'Organisation de la francophonie internationale, et il mène ses propres missions à l'étranger.

Depuis notre arrivée en 2003, mon gouvernement a démontré clairement que le Québec avait tout à gagner en assumant un leadership soutenu au sein de la fédération canadienne.

Prochainement les lecteurs de *La Presse* auront la possibilité d'interroger le chef de l'opposition officielle, M. André Boisclair, qui lui aussi répondra aux questions dans les pages Forum.

L'État-Nounou



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Nos spécialistes de la santé publique, récemment réunis pour parler d'obésité, viennent d'accoucher d'une idée que je qualifierais, pour ne blesser personne, d'originale : l'État devrait subventionner la vente des fruits et légumes de manière à en réduire le prix pour le consommateur — voire, dit le Dr Johanne Blais, de Québec, « encourager, fiscalement ou autrement, les gens qui achètent plus de fruits et légumes ou qui démontrent un intérêt pour les centres de conditionnement physique ».

Voici venir l'État-nounou, encore plus développant que l'État providence !

L'idée mérite d'être poussée à fond. L'État ne devrait-il pas établir une hiérarchie des produits, tous les fruits et légumes n'étant pas également bons pour la santé ? Ainsi, les allégements fiscaux devraient être réduits si vous avez acheté plus de pommes de terre que de brocolis, les champignons devraient compter pour moitié moins que les carottes ou les haricots verts. Si l'on est végétarien, devrait-on être complètement exonéré d'impôt ?

On devrait aussi pouvoir être récompensé fiscalement si l'on prouve, factures à l'appui, que l'on a réduit sa consommation d'alcool, auquel cas il faudrait là aussi établir une hiérarchie, les alcools de fruits étant trop riches en sucre.

Le système n'est pas sans défaut, cependant. Prenez les épinards, le légume santé par excellence. Que se passe-t-il si, pour vous être procuré des épinards venant de Californie, vous aboutissez à l'hôpital avec la bactérie *E. Coli* ? L'État-nounou vous a encouragé à acheter un mauvais produit ! Oh ! La méchante nounou qui s'est mal occupée de ses « tits'n'enfants » !

À bien y penser, ce serait plus simple que l'État nationalise le secteur de l'alimentation au détail, de même d'ailleurs que les centres de conditionnement physique. Le commerce de l'alcool appartient déjà à l'État, étendons la formule. Ainsi, l'État ne vendrait que ce qu'il veut que l'on mange et il vous dirait quoi faire au gym. Aux 500 000 fonctionnaires qu'embaucherait le ministère du Revenu pour épilucher nos factures d'épicerie, s'ajouterait les centaines de milliers d'autres fonctionnaires requis pour faire marcher les gyms et les marchés d'alimentation. Le bonheur dans la bureaucratie !

ENCORE UN COMLOT ! On savait que les juifs étaient responsables de la mort du Christ et des épidémies de peste au Moyen Âge, qu'ils buvaient le sang des enfants au petit-déjeuner, qu'ils conspirent pour dominer le monde et qu'ils étaient les vrais auteurs des attentats du 9-11. À ce réquisitoire impressionnant, vient de s'ajouter une pièce inédite : figurez-vous que les Juifs sont derrière la dernière sortie du pape Benoît XVI contre l'extrémisme islamiste !

Selon le professeur des HEC qui fait circuler cette étonnante nouvelle sur le Web, c'est un journal de Bahreïn, *Akhbar Al-Khalij*, qui a eu la primeur de ce nouveau complot juif.

On a hâte de voir ce qu'Amir Khadir, le co-chef de Québec solidaire, pense de tout cela, lui qui ne déteste pas les théories de la conspiration.

Le 16 septembre, il publiait une caricature montrant le pape tenant d'une main la croix et de l'autre un serpent venimeux juif.

La caricature du 17 septembre montrait un juif hassidique charmer des serpents dont l'un portait la tête de Bush et l'autre la tête du pape.

La caricature du 18 septembre, plus subtile, part d'un jeu de mots : la graphie modifiée du mot « pape », en arabe, signifierait « la grande encre ». On voit donc une main juive (le poignet de sa veste est orné d'une étoile de David) renversant un pot d'encre sur la tête d'un homme personnifiant le monde musulman ; le couvercle du pot représente la tête de Benoît XVI. Bref, le pape a été manipulé par le juif.

Les mêmes enquêteurs rapportent une tendance croissante, dans la presse arabe, à voir dans la sortie du pape la main du sionisme international. L'une des théories est qu'après le 9-11, une nouvelle Rome a été érigée, dont le but est de convertir les chrétiens au judaïsme, la conspiration se déroulant sous la direction de l'alliance américano-sioniste.

Le quotidien jordanien *Ar-Rai* a une autre théorie : si le pape a dénoncé les courants violents de l'islam, c'est parce qu'il a vécu sa jeunesse dans l'Allemagne nazie, et qu'il est donc soumis aux « extorsions » du mouvement sioniste. Le même type d'arguments serait apparu dans divers journaux arabes, notamment en Égypte (*Al-Gomhuriyya*) et au Qatar (*Al Watan*).

On a hâte de voir ce qu'Amir Khadir, le co-chef de Québec solidaire, pense de tout cela, lui qui ne déteste pas les théories de la conspiration et qui affirmait, cet été, « ne pas exclure » la possibilité que l'administration américaine ait été derrière les attentats du 11 septembre...

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trotter > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

ÉDITORIAUX

Suivons M. Boisclair...



apratte@lapresse.ca

ANDRÉ PRATTE

Le chef du Parti québécois, André Boisclair, critique la stratégie du premier ministre, Jean Charest, dans le dossier du déséquilibre fiscal. Jeudi, il a soutenu qu'un gouvernement qu'il dirigerait serait mieux à même d'obtenir d'Ottawa les centaines de millions réclamés par Québec. Comment ? En tentant de répondre à cette question, le chef de l'opposition officielle s'est embourbé dans des raisonnements d'une cohérence douteuse.

Suivons M. Boisclair. Les péquistes ont toujours prétendu que la meilleure solution au problème du déséquilibre fiscal, c'est la souveraineté. « Les gouvernements de la province de Québec, quelle que soit leur couleur politique, vont continuer à marcher sur la corde raide », écrivait François Legault dans ses « Finances d'un Québec souverain ».

En toute logique M. Boisclair, quand on lui demande ce qu'il fera le lendemain de son élection pour s'attaquer au déséquilibre fiscal, devrait répondre qu'il s'empressera de tenir un référendum ouvrant la voie à la souveraineté. Or cette semaine, il a plutôt promis de « participer à toutes les conférences fédérales-provinciales » sur le sujet. Pourquoi faire, si le seul moyen de régler le problème, c'est la souveraineté ?

Continuons tout de même de suivre l'étrange logique de M. Boisclair. Une fois élu, il se présente à la table des premiers ministres pour réclamer 3,9 milliards de plus par année pour le Québec. Oublions le fait que les péquistes ont placé la barre bien au-dessus des moyens financiers du gouver-

nement fédéral. Pourquoi Ottawa et les autres provinces seraient-elles plus enclines à céder cette somme faramineuse à un premier ministre souverainiste qu'à Jean Charest ? Pour éviter la séparation ? Cela serait parfaitement futile, puisque M. Boisclair aurait été porté au pouvoir en prenant l'engagement de tenir un référendum « le plus vite possible » dans son mandat. Peu importe les sommes que lui consentirait le fédéral, le gouvernement péquiste s'affairerait à mousser l'indépendance.

Le chef de l'opposition a d'ailleurs confirmé la simultanéité de ces démarches contradictoires : « Je serai toujours heureux de travailler avec mes collègues premiers ministres des autres provinces, mais la réalité, c'est qu'au même moment où je discuterai avec mes collègues de ce qui est dans notre meilleur intérêt, les Québécois, eux, seront à préparer leur avenir, et ça passera par un référendum sur la souveraineté du Québec. »

André Boisclair n'en est pas à une incohérence près dans ce dossier. Il affirme que son gouvernement n'accepterait jamais de conclure une entente avec Stephen Harper en vertu de laquelle le fédéral céderait aux provinces l'espace fiscal de la baisse de la TPS de 6 % à 5 % promise par les conservateurs. Pourtant, les souverainistes réclament depuis des lunes un transfert de points d'impôt. Mais ce point d'impôt-là — 1,3 milliard, sans condition aucune... — un gouvernement Boisclair n'en voudrait pas ! (En cela, le député de Pointe-aux-Trembles contredit le point de vue défendu par nul autre que son critique en matière de Finances, M. Legault.)

Bref, la stratégie proposée par M. Boisclair dans le dossier du déséquilibre fiscal est confuse et illogique. Une chose est sûre : dès l'élection d'un gouvernement du PQ déterminé à tenir rapidement un référendum, les négociations sur le déséquilibre fiscal seraient plongées dans l'impasse.

S'cusez...



mroy@lapresse.ca

MARIO ROY

Réclamer des excuses est devenu l'une des formes les plus prisées de l'échange politique. Et on la voit s'exercer tant au niveau des folkloriques chicanes de clôture qu'à celui des heurts globaux de civilisations.

On a ainsi entendu une demande d'excuses faite par le bureau du maire d'un arrondissement montréalais autour d'une affaire d'occupation litigieuse... de ruelle. Et, dans la seconde catégorie, on a vu des excuses réclamées du pape Benoît XVI au sujet des considérations historiques qu'il a formulées sur l'islam.

Entre les deux, on trouve tout et n'importe quoi :

> Les demandes d'excuses formulées de toutes parts à l'endroit de Jan Wong, du *Globe and Mail*, au sujet de son interprétation délirante de la tragédie du collègue Dawson.

> Une députée du Nouveau-Brunswick demandant au ministre Kirk MacDonald de s'excuser pour avoir, en Chambre, décrit en termes élogieux... l'envergure de sa masculinité.

> Un comité représentant des Canadiens d'origine italienne réclamant des excuses d'un candidat du Bloc québécois pour avoir railé la recette de sauce à spaghetti de l'ex-ministre Liza Frulla.

> Enfin, en rapport avec la prise de bec survenue à l'Assemblée nationale entre Jean Charest et une députée péquiste, un titre de la Presse canadienne qui boucle la boucle : « Jean Charest offre ses excuses à Elsie Lefebvre... et lui demande des excuses ! »

On peut certes plaider que, pris un à un, ces événements sont insignifiants — dans le sens de : sans signification. Mais c'est l'accumulation qui dégage une tendance que l'historien et critique d'art Robert Hugues a vue comme créant une société « de dénonciateurs et de bébés pleurnicheurs ». (dans le *Time*, puis dans *Culture of Complaint*).

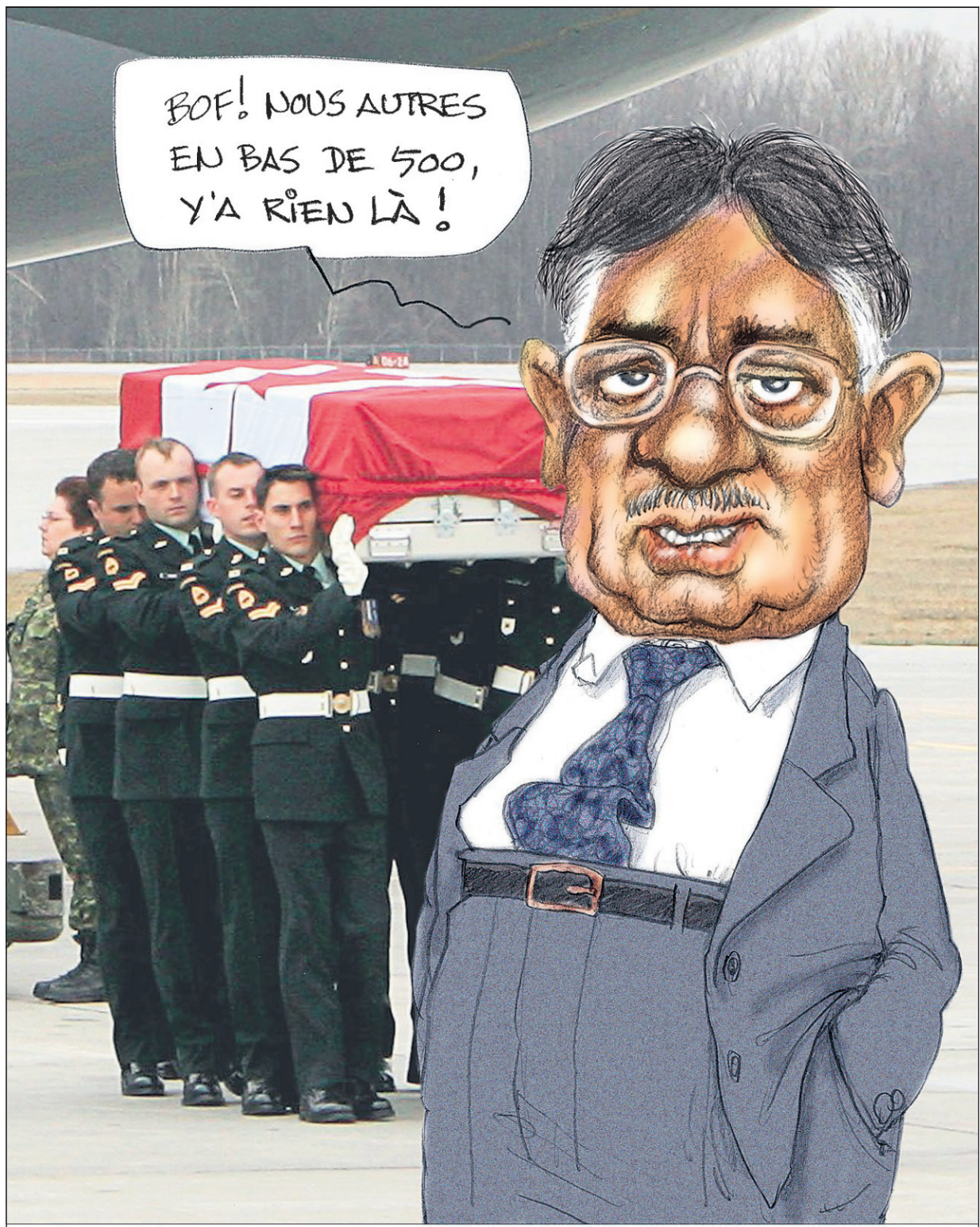
Hugues visait la nation américaine. Mais tous sont atteints. C'est normal puisque, note l'auteur, « se plaindre donne du pouvoir », ne serait-ce que celui produit par le chantage émotif et l'imposition d'un sentiment de culpabilité.

Or, continue-t-il, « lorsque les émotions et les attitudes deviennent les principaux leviers d'un débat, contester une opinion revient automatiquement à insulter celui qui la défend ». Ajoutez à cela que l'homme moderne, gavé de rectitude politique par les grands médias, a la couenne sensible. Et vous obtenez la multiplication des demandes d'excuses, qui sont essentiellement des actions offensives destinées à obtenir un profit.

Celui-ci se décline à l'occasion en espèces sonnantes et rébusantes, mais pas toujours. Par exemple, gagner un statut officiel de victime a autant de valeur. Et obtenir le silence futur de l'adversaire n'a pas de prix. Cela fonctionne d'ailleurs très bien pour les demandes d'excuses répétées venant du monde musulman : le Deutsche Opera de Berlin vient d'annuler les représentations d'un opéra dans lequel apparaît Mahomet, de peur d'offenser les fidèles de l'islam et de devoir présenter des excuses...

Alors qu'on se répand en vertueuses considérations sur la tolérance, ce qui se produit dans les faits est la montée de l'intolérance face aux discours même les plus inoffensifs — sinon toujours du meilleur goût.

Gare au jour où il faudra, soit se la fermer, soit s'excuser à l'avance de parler.



LES GRANDS PORTRAITS

PERVEZ MUSHARRAF

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

OPINION

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Du fascisme

À Tout le monde en parle, Guy A. Lepage joue à merveille le rôle du Grand Inquisiteur

VICTOR-LÉVY BEAULIEU



L'auteur est écrivain.

Au Moyen-Âge, prétend-on, le bon peuple aimait bien la Sainte Inquisition en autant qu'il n'en était pas lui-même la victime. Quand l'Église brûlait une sorcière, le public était toujours nombreux sur la place publique pour assister à son exécution, car cette représentation violente de la mort qu'on lui donnait confinait au théâtre : on allait au bûcher comme on allait au spectacle, la mise en scène y était fort habilement menée et les acteurs principaux, les condamnés à mort, étaient toujours à la hauteur du rôle qu'on les forçait à jouer.

Il ne fait aucun doute dans mon esprit que si la télévision avait existé au Moyen-Âge, les bûchers auraient occupé le premier rang pour ce qui regarde les cotes dites d'écoute ainsi que c'est le cas dans notre monde prétendument moderne et civilisé avec une émission comme *Tout le monde en parle*, que plus d'un million et demi de téléspectateurs regardent tous les dimanches.

Guy A. Lepage y joue à merveille le rôle du Grand Inquisiteur : bien qu'il se donne l'allure du baron de Du Guesclin, il ressemble à un jé-

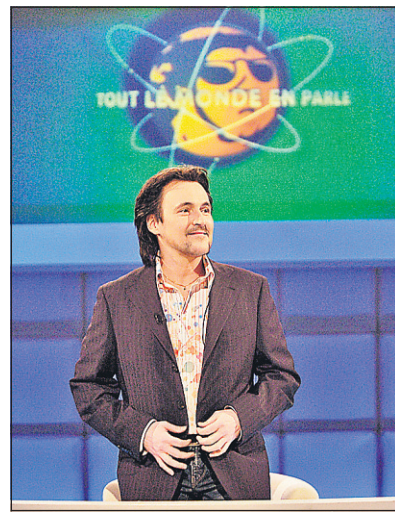


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Guy A. Lepage

suite qui, pour mieux tromper son monde, s'est fait un cache-couilles de son col romain.

Guy A. Lepage a quelque chose aussi de Ponce Pilate qui, sur son banc de juge, jouait toujours à l'innocent, ce qui lui permettait de s'en laver les mains avant comme après les exécutions qu'il préparait et conduisait machiavéliquement.

Le bon peuple y prenait plaisir, puisque Ponce Pilate paraissait lui donner le droit de déterminer si l'accusé était coupable ou non et, dans le cas qu'il l'était, de prononcer lui-même la sentence de mort.

Évidemment, les procès menés par Ponce Pilate n'étaient que des simulacres de la justice, le Grand Inquisiteur prouvant chaque fois qu'il était un expert dans l'art de piper les dés pour mieux arriver au

résultat qu'il escomptait, c'est-à-dire faire condamner par la populace un individu dont on voulait se débarrasser.

Voilà donc ce à quoi je pensais ce dimanche soir-là que Guy Fournier est passé devant le tribunal de Guy A. Lepage. Quelle naïveté chez un homme aussi rompu aux arcanes nauséabonds d'une télévision qui consent à tout du moment qu'il y a beaucoup de monde pour s'y rincer l'oeil !

En acceptant l'invitation de *Tout le monde en parle*, Guy Fournier ne pouvait ignorer qu'il s'y ferait piéger, puisque l'animateur a seul le droit de regard sur la mouture finale : en s'arrogeant le privilège de cisailier dans les entrevues qu'on lui donne pour n'en retenir que ce qui lui plaît, Lepage se comporte comme un fasciste, aussi bien dire comme les officiers de la Gendarmerie royale du Canada le font quand ils décident de se débarrasser d'un individu dont la tête ne leur revient pas : on triture son témoignage, on donne comme preuves ce qui n'est que oui-dire et ragots, on confie à des sales délateurs prêts à vendre père et mère le soin de faire d'un innocent un coupable qui mérite donc tout le mal qu'on pourra lui faire... en toute impunité.

Bien sûr, dans *Tout le monde en parle* on se contente de rire de celui dont on obtient la tête. C'est généralement Danny Turcotte, dit le Fou du roi, qu'on charge de cette odieuse besogne. Si Turcotte ne paraît que faire semblant d'y être le débile de service, il le fait avec tant d'empressement et de bonne volonté qu'on peut finir par croire que cette débilité-là, il la porte véritablement en lui.

Turcotte joue le rôle le plus honnête que l'on puisse jouer à la télévision, celui du coupe-jarret, celui de l'exécuteur des basses œuvres d'un Guy A. Lepage dont l'ego est à ce point devenu grand que toute critique de son émission constitue un crime de lèse-majesté.

Comme on sait par ailleurs, les critiques de notre télévision étant plutôt des liche-majestés, ce n'est donc pas demain qu'on sortira du bois ! (...)

QU'EN PENSEZ-VOUS ?

forum@lapresse.ca

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453

cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363

petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816

deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320

carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse. Une fois par semaine, le magazine social est publié par La Presse. 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. Inc. Guy Crevier, Président et éditeur.